

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro delle Finanze**

(GAVA)

e col **Ministro dei Trasporti**

(MANNINO)

(V. Stampato Camera n. 2030)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 13 ottobre 1988

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
18 ottobre 1988*

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Cipro sui trasporti internazionali su strada, firmato a Nicosia il 2 maggio 1981, e dello scambio di note interpretativo, effettuato a Nicosia il 28 marzo e il 10 aprile 1986

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Cipro sui trasporti internazionali su strada, firmato a Nicosia il 2 maggio 1981 e lo scambio di note interpretativo effettuato a Nicosia il 28 marzo e il 10 aprile 1986.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 24 dell'accordo.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

TESTO DELL'ACCORDO

A C C O R D

entre le Gouvernement de la République Italienne
et le Gouvernement de la République de Chypre pour
les transports internationaux par route

Le Gouvernement de la République Italienne et le
Gouvernement de la République de Chypre
désireux^{de}/régler les relations amicales entre les
deux Pays,

dans le but de régler et de faciliter les transports
des marchandises entre les deux Pays ainsi que le transit
sur leur territoire respectif, sur la base des avantages
réciproques et des intérêts mutuels, ont convenu ce qui suit:

Article 1

1. Les Parties Contractantes se donnent le droit d'effectuer des transports de marchandises, y compris le trafic en transit, sur le territoire des deux Pays, au moyen de véhicules immatriculés dans leur territoire respectif selon les modalités établies dans le présent Accord.

2. Les transports mentionnés au paragraphe 1 ne peuvent être effectués que par les transporteurs autorisés, sur la base de la législation nationale, à effectuer sur le territoire de leur Pays les transports routiers définis dans le présent Accord.

I - TRANSPORT DE MARCHANDISES

Article 2

Tous les transports de marchandises effectués pour compte d'autrui ou pour compte propre entre les deux Pays, ou bien en transit sur leur territoire, sont soumis au régime de l'autorisation.

Article 3

1. L'autorisation pour effectuer les transports internationaux de marchandises permet chaque fois l'entrée ou le transit dans le territoire de l'autre Partie Contractante d'un seul véhicule, chargé ou à vide.

A^o cet égard, par véhicule on entend chaque camion ou chaque tracteur ainsi que chaque remorque ou semi-remorque, soit isolées soit complées; au cas où le camion ou le tracteur traîne une remorque ou, respectivement une semiremorque, immatriculée dans le même Pays que le véhicule trainant, l'ensemble est considéré comme véhicule unique.

2. L^o autorisation pour le transport donne au transporteur le droit de charger, au retour, des marchandises sur le territoire de l^o autre Partie Contractante destinées au territoire de l^o Etat d^o immatriculation du véhicule.

3. Les transporteurs domiciliés dans le territoire d^o une Partie Contractante ne sont pas autorisés à charger sur le territoire de l^o autre Partie Contractante des marchandises destinées à un Pays tiers, ni à y décharger des marchandises provenant d^o un Pays tiers.

Article 4

L. Sont soumis au régime de l^o autorisation, mais accordés hors contingent, les transports suivants:

- a) transports de déménagements;
- b) transports funéraires effectués au moyen de véhicules spécialement aménagés à cet effet;
- c) transports de matériel et d^o objets destinés à des foires ou des expositions;
- d) transports de chevaux de course, de même que de véhicules, de motocycles, de bicyclettes et d^o autres équipements pour des manifestations sportives;

- e) transports d' instruments de musique, de décors et d' accessoires de théâtre;
 - f) Les transports de matériel destiné à des enregistrements radiophoniques et prises de vues cinématographiques ou de télévision.
2. Pour les transports visés aux lettres c), d), e) et f) la disposition du paragraphe 1 s' applique à condition que les objets et les animaux sont en suite ramenés à nouveau dans le Pays d' immatriculation.

Article 5

1. Les autorisations nécessaires aux véhicules de la République de Chypre, qui circulent dans le territoire de la République Italienne sont délivrées par les autorités compétentes Chypriotes sur formulaires envoyés par les autorités compétentes italiennes dans les limites des contingents fixés par la Commission mixte.
2. Les autorisations nécessaires aux véhicules italiens qui circulent dans le territoire de la République Chypriote sont délivrées par les autorités italiennes compétentes sur les formulaires envoyés par les autorités compétentes Chypriotes dans les limites des contingents fixés par la Commission Mixte.
3. Chaque Partie Contractante dispose d' un même contingent global.

Article 6

1. Les autorisations visées à l' article 5 sont de deux types:
- a) autorisations valables pour un seul voyage d' aller et retour à effectuer dans les trois mois suivants la date de délivrance;

- b) autorisations pour un seul voyage d' aller et retour exclusivement en transit sur le territoire de l' autre Partie Contractante à effectuer dans les trois mois suivant la date de délivrance.
2. Pendant le voyage en transit on ne peut pas charger ni décharger des marchandises sur le territoire du Pays en transit.

Article 7

Les autorisations mentionnées au présent Accord doivent être visées, à l' entrée et à la sortie, par les autorités du Pays pour lequel elles ont été délivrées.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 8

- 1) Les véhicules destinés au transport de marchandises doivent être aptes au transport à effectuer. Leurs dimensions, le poids total et leur équipement, s' ils sont employés dans le territoire de l' autre Pays doivent être conformes aux dispositions en vigueur dans le dit Pays.
- 2) Si les véhicules utilisés pour le transport de marchandises dépassent, à vide ou chargés, les dimensions ou les poids maxima prévus par les dispositions en vigueur dans l' autre Pays les transporteurs doivent avoir en plus un permis spécial délivré par les Autorités compétentes du dit Pays. La même disposition s' applique pour le transport de marchandises dangereuses.

- 3) Si le permis special indiqué au paragraphe 2 prévoit que le véhicule dont il s'agit doit suivre un itinéraire préfixé, le transport dont il s'agit doit être effectué suivant cet itinéraire.

Article 9

Les transporteurs, les conducteurs et les autres membres de l'équipage, ainsi que les véhicules et les marchandises transportées sont soumis aux lois et aux règlements de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

Article 10

Les transporteurs domiciliés dans le territoire d'une des Parties Contractantes ne sont pas autorisés à effectuer des transports de marchandises entre deux points situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 11

1. Chacune Partie Contractante autorise l'entrée sur son territoire des véhicules automobiles immatriculés dans le territoire de l'autre Partie Contractante en franchise des droits de douane et des taxes dues à l'importation, sans prohibitions ou restrictions, et à condition qu'ils soient réexportés de son territoire.
2. Les Parties Contractantes peuvent exiger que les dits véhicules soient soumis aux formalités douanières requises pour l'importation temporaire sur leur territoire respectif.

Article 12

1. Le conducteur et les autres membres de l'équipage du véhicule peuvent importer temporairement en franchise des droits de douane et des taxes d'entrée une quantité raisonnable d'objets nécessaires à leurs besoins personnels, compte tenu de la durée du séjour dans le Pays d'importation.
2. Les provisions alimentaires de voyage et une petite quantité de tabacs, de cigares et de cigarettes destinés à la consommation personnelle sont également admises en franchise des taxes d'entrée.
3. Ces avantages sont accordés aux conditions fixées par les conventions douanières concernant l'importation temporaire des véhicules commerciaux.

Article 13

Les combustibles et les carburants contenus dans les réservoirs normaux du véhicule, sont admis en franchise des droits de douane et des taxes d'entrée, sans limites ni restrictions, étant entendu que le réservoir normal est celui prévu par le constructeur pour le type de véhicule dont il s'agit.

Article 14

1. Les pièces de rechange destinées à la réparation d'un véhicule déjà importé temporairement qui effectue un des transports prévus par le présent Accord, sont admises en franchise des droits de douane et des taxes d'entrée, sans interdictions ni restrictions, à condition d'observer les formalités de douane prévues par les législations des parties contractantes.

2. Les pièces remplacées et non réexportées seront soumises au paiement des droits de douane et des taxes d'entrée, à moins que, conformément aux dispositions de la législation du Pays d'importation, les dites parties n'aient été cédées gratuitement à ce Pays ou bien détruites aux frais des intéressés sous contrôle aduanier.

Article 15

1. Les transporteurs de l'une des Parties Contractantes qui effectuent le transport dans le territoire de l'autre des Parties Contractantes sont tenus au paiement des impôts et des taxes relatives aux véhicules, à la circulation et aux transports, prévus par la législation de l'autre Partie Contractante.

2. Dans le but de parvenir à l'égalité de traitement la Commission Mixte examinera la possibilité d'accorder des facilités fiscales basées sur le principe de la réciprocité et qui soient conciliables avec les dispositions en vigueur dans chacun des deux Pays.

Article 16

Les conducteurs sont tenus à présenter les documents qui, conformément aux dispositions intérieures des deux Pays, sont nécessaires pour passer la frontière, aussi bien que les documents qui, selon les dispositions intérieures du Pays d'immatriculation, sont nécessaires pour conduire le véhicule et pour pouvoir en déterminer les caractéristiques techniques. Ces documents doivent être présentés sur demande des organes compétents de l'autre Partie Contractante.

Article 17

Les autorités compétentes des Parties Contractantes établiront de commun accord, et si nécessaire au moyen de la Commission Mixte, les modalités relatives à l'échange des documents nécessaires et des données statistiques.

Article 18

1. Au cas où les Autorités compétentes d'une des Parties Contractantes constatent qu'un transporteur ou un conducteur d'un véhicule immatriculé dans le territoire de l'autre Pays contravient aux dispositions du présent Accord ou aux dispositions intérieures, elles peuvent demander aux autorités compétentes de ce Pays d'adopter une des sanctions supplémentaires suivantes:
 - a) avertissement,
 - b) retrait, a titre temporaire ou bien définitif, partiel ou total, du droit d'effectuer des transports sur le territoire du Pays où la transgression a été commise.
2. Les autorités compétentes à appliquer la sanction sont tenues de communiquer aux Autorités requérantes si et quelles sanctions ont été appliquées.

Article 19

1. Les Parties Contractantes se notifieront par voie diplomatique quelles sont les autorités compétentes à régler les questions relatives à l'application du présent Accord.

2. Les autorités citées au par. 1 du présent article désignent les représentants qui se réuniront en Commission Mixte, alternativement sur le territoire de chacun de deux Pays en vue de:

- a) fixer d'un commun accord les contingents des autorisations prévues à l'art. 5;
- b) établir d'un commun accord le modèle des autorisations et examiner les modalités et les termes de leur délivrance;
- c) examiner les problèmes fiscaux mentionnés à l'art. 15, par. 2;
- d) résoudre les difficultés qui pourraient éventuellement se présenter.

3. La Commission Mixte pourra, en outre, proposer aux Autorités compétentes les mesures susceptibles de faciliter et de favoriser le développement des transports routiers entre les deux Pays.

4. Les propositions de la Commission Mixte sont sujettes à l'approbation des Autorités compétentes des deux Parties Contractantes prévues au par. 1.

Article 20

Les véhicules utilisés pour les transports prévus par le présent Accord doivent au moment de l'entrée dans le territoire de chaque Partie Contractante, être couverts par une assurance de responsabilité civile pour dommage causé à des tiers sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 21

1. Les facturations et les transferts de devises des paiements prévus pour les transports effectués sur la base du présent Accord doivent être effectués dans une monnaie convertible dans les deux Pays et librement transférable.

2. Au cas où un Accord de paiement entre les deux Parties Contractantes serait conclu, les paiements dont au par. 1 auront lieu selon les dispositions du dit accord de paiement.

Article 22

Tous les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui ne seraient pas résolus par la Commission Mixte seront résolus par voie diplomatique.

Article 23

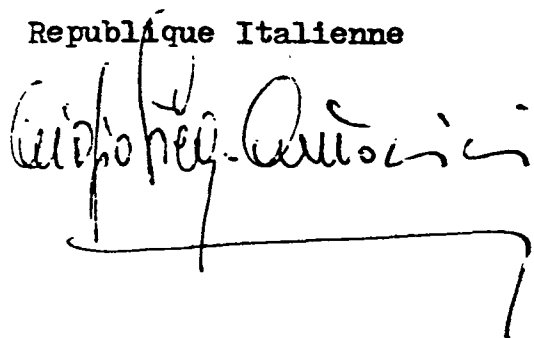
Aucune des dispositions du présent Accord ne portera préjudice à l'exécution des engagements dérivant ou qui pourront dériver aux Parties Contractantes de l'appartenance à des Organismes d'intégration économique.

Article 24

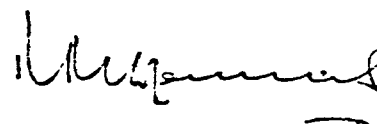
1. Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après que les Parties Contractantes se seront notifiées par voie diplomatique l'exécution des procédures prévues à cet égard par les législations respectives.
2. Le présent Accord sera valable pour un an. Il sera ensuite prolongé chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation de l'une des Parties Contractantes à notifier au plus tard trois mois avant l'échéance de la période en cours.

Fait a Nicosie le 2 Mai 1981 en deux originaux, en langue italienne et en langue française, le texte français faisant foi, en cas de divergence.

Pour le Gouvernement de la
Republique Italienne

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Giuseppe Autocini". The signature is written in a cursive style and is underlined with a long horizontal stroke.

Pour le Gouvernement de la
Republique de Chypre

A handwritten signature in black ink, appearing to read "M. Kyprianou". The signature is written in a cursive style and is underlined with a short horizontal stroke.

A C C O R D O

tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Go-
verno della Repubblica di Cipro sui trasporti inter-
nazionali su strada

Il Governo della Repubblica Italiana ed il
Governo della Repubblica di Cipro;

desiderosi di promuovere le relazioni ami-
chevoli tra i due Stati;

allo scopo di regolare e di facilitare i
trasporti di merci tra i due Stati ed il transito
attraverso i rispettivi territori, sulla base del
reciproco vantaggio e degli interessi reciproci;

hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. Le Parti Contraenti si concedono il diritto di effettuare trasporti di merci, compreso il traffico in transito, sul territorio dei due Stati, a mezzo di autoveicoli immatricolati nel rispettivo territorio secondo le modalità stabilite nel presente Accordo.

2. I trasporti di cui al paragrafo 1 possono essere effettuati soltanto dai trasportatori abilitati in base alla legislazione nazionale ad effettuare sul territorio del loro Stato i trasporti stradali definiti nel presente Accordo.

I - TRASPORTO DI MERCI

Articolo 2

Tutti i trasporti di merci effettuati per conto di terzi o per conto proprio tra i due Stati, ovvero in transito sul loro territorio, sono sottoposti al regime dell'autorizzazione.

Articolo 3

1. L'autorizzazione ad effettuare i trasporti internazionali di merci consente ogni volta l'ingresso ovvero il transito sul territorio dell'altra Parte Contraente di un solo veicolo, carico o vuoto.

A tal fine, per veicolo si intende ogni autocarro o trattore ed ogni rimorchio o semirimorchio sia singoli, sia doppi; qualora l'autocarro o il trattore traini un rimorchio o, rispettivamente, un semirimorchio, immatricolato nello stesso Stato dell'autoveicolo trainante, il complesso veicolare è considerato come unico veicolo.

2. L'autorizzazione al trasporto conferisce al trasportatore il diritto di caricare al ritorno merci sul territorio dell'altra Parte Contraente destinate al territorio dello Stato di immatricolazione del veicolo.

3. I trasportatori domiciliati nel territorio di una Parte Contraente non sono autorizzati a caricare sul territorio dell'altra Parte Contraente merci destinate ad un Paese terzo, nè a scaricarvi merci provenienti da un Paese terzo.

Articolo 4

1. Sono sottoposti al regime dell'autorizzazione, ma accordati fuori contingente, i seguenti trasporti:
- a) traslochi di masserizie;
 - b) trasporti funebri effettuati a mezzo di autoveicoli specificamente attrezzati a questo fine;
 - c) trasporti di materiale ed oggetti destinati a fiere o esposizioni;
 - d) trasporti di cavalli da corsa, come pure di autoveicoli, di motociclette, di biciclette, e di altre attrezzature destinate a manifestazioni sportive;
 - e) trasporti di strumenti musicali, di scenari e di accessori teatrali;
 - f) trasporti di materiale destinato a registrazioni radiofoniche e a riprese cinematografiche o televisive.
2. Per i trasporti di cui alle lettere c), d), e) ed f) la disposizione del paragrafo 1. si applica a condizione che gli oggetti e gli animali siano successivamente trasportati di nuovo nello Stato di immatricolazione.

Articolo 5

1. Le autorizzazioni necessarie ai veicoli della Repubblica di Cipro che circolano nel territorio della Repubblica Italiana sono rilasciate dalle competenti autorità cipriote sui formulari inviati dalle competenti Autorità italiane entro i limiti dei contingenti fissati dalla Commissione Mista.

2. Le autorizzazioni necessarie ai veicoli italiani che circolano nel territorio della Repubblica di Cipro sono rilasciate dalle competenti Autorità italiane sui formulari inviati dalle competenti Autorità cipriote entro i limiti dei contingenti fissati dalla Commissione Mista.
3. Ciascuna Parte Contraente dispone di un uguale contingente globale.

Articolo 6

1. Le autorizzazioni di cui all'articolo 5 sono di due tipi:
 - a) autorizzazioni valide per un solo viaggio di andata e ritorno da effettuare entro i tre mesi successivi alla data del rilascio;
 - b) autorizzazioni per un solo viaggio di andata e ritorno esclusivamente in transito sul territorio dell'altra Parte Contraente da effettuare entro i tre mesi successivi alla data del rilascio.
2. Durante il viaggio di transito non possono essere caricate o scaricate merci sul territorio del Paese di transito.

Articolo 7

Le autorizzazioni di cui al presente Accordo devono essere vidinate, all'ingresso e all'uscita, dalle Autorità dello Stato per il quale sono state rilasciate.

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 8

1. I veicoli adibiti al trasporto di merci devono essere idonei al trasporto da effettuare. Le loro dimensioni, il peso complessivo e il loro equipaggiamento, allorchè essi vengano impiegati sul territorio dell'altro Stato, devono essere conformi a quanto previsto

dalle norme vigenti in detto Stato.

2. Se i veicoli utilizzati per il trasporto di merci superano, con o senza carico, le dimensioni o i pesi massimi prescritti dalle norme vigenti nel territorio dell'altro Stato, i trasportatori devono essere in possesso anche di un permesso speciale rilasciato dalle Autorità competenti di detto Stato. La stessa disposizione si applica per il trasporto di merci pericolose.

3. Se il permesso speciale indicato al paragrafo 2 prevede che il veicolo in questione debba percorrere un itinerario determinato, il trasporto deve essere effettuato lungo tale itinerario.

Articolo 9

I trasportatori, i conducenti, e gli altri membri dell'equipaggio, nonché i veicoli e le merci trasportate sono sottoposti alle leggi ed ai regolamenti della Parte Contraente sul territorio della quale essi si trovano.

Articolo 10

I trasportatori domiciliati nel territorio di una delle parti Contraenti non sono autorizzati ad effettuare trasporti di merci fra due punti situati sul territorio dell'altra Parte Contraente.

Articolo 11

1. Ciascuna Parte Contraente autorizza l'ingresso nel suo territorio degli autoveicoli immatricolati nel territorio dell'altra parte Contraente in franchigia dai diritti doganali e dalle tasse dovute all'importazione, senza divieti o restrizioni, e a condizione che i siano riesportati dal suo territorio.

2. Le Parti Contraenti possono esigere che tali veicoli siano

sottoposti alle formalità doganali richieste per la temporanea importazione nel loro rispettivo territorio.

Articolo 12

1. Il conducente e gli altri membri dell'equipaggio del veicolo possono importare temporaneamente in franchigia dai diritti doganali e dalle tasse di entrata una quantità ragionevole di oggetti necessari ai loro bisogni personali in misura proporzionata alla durata del loro soggiorno nel Paese di importazione.
2. Sono egualmente ammessi in franchigia dalle tasse di entrata le provviste alimentari di viaggio ed una piccola quantità di tabacco, di sigari e di sigarette destinati al loro uso personale.
3. Questi benefici sono accordati alle condizioni fissate dalle convenzioni doganali relative all'importazione temporanea dei veicoli commerciali.

Articolo 13

Sono ammessi in franchigia dai diritti doganali e dalle tasse di entrata, senza limiti né restrizioni, i combustibili ed i carburanti contenuti nei serbatoi normali del veicolo, restando inteso che il serbatoio normale è quello previsto dal costruttore per il tipo di veicolo di cui trattasi.

Articolo 14

1. I pezzi di ricambio destinati alla riparazione di un veicolo già importato temporaneamente che effettua uno dei trasporti previsti dal presente accordo, sono ammessi in franchi i

dai diritti doganali e dalle tasse di entrata, senza divieti né restrizioni, salvo l'osservanza delle formalità doganali previste dagli ordinamenti dellè Parti Contraenti.

2. Per le parti sostituite e non riesportate è dovuto il pagamento dei diritti doganali e delle tasse di entrata, a meno che, in conformità alle disposizioni della legislazione del Paese di importazione, dette parti siano state cedute gratuitamente a questo Stato oppure distrutte a spese degli interessati sotto controllo doganale.

Articolo 15

1. I trasportatori di una delle Parti Contraenti che effettuano il trasporto nel territorio dell'altra Parte Contraente sono tenuti al pagamento delle imposte e tasse relative ai veicoli, alla circolazione e ai trasporti, previste dalla legislazione dell'altra Parte Contraente.

2. Allo scopo di pervenire ad una uguaglianza di trattamento la Commissione Mista esaminerà la possibilità di concedere delle facilitazioni fiscali basate sul principio della reciprocità e che siano compatibili con le disposizioni vigenti in ciascuno dei due Stati.

Articolo 16

I conducenti sono tenuti ad esibire i documenti che, in conformità alle disposizioni interne dei due Stati, sono necessari per varcare la frontiera, nonché i documenti che, secondo le disposizioni interne dello Stato di immatricolazione, sono necessari per condurre il veicolo e per individuare le caratteristiche tecniche. Tali documenti devono essere esibiti su richiesta degli organi competenti dell'altra Parte Contraente.

Articolo 17

Le Autorità competenti delle Parti Contraenti stabiliranno di comune accordo, e se necessario tramite la Commissione Lista, le modalità relative allo scambio dei documenti necessari e dei dati statistici.

Articolo 18

1. Allorchè le Autorità competenti di una delle Parti Contraenti constatino che un trasportatore o un conducente di un veicolo immatricolato nel territorio dell'altro Stato contravviene alle disposizioni del presente Accordo o alle disposizioni interne, esse possono chiedere alle Autorità competenti di tale Stato di adottare una delle sanzioni supplementari seguenti:

- a) avvertimento;
- b) ritiro, a titolo temporaneo ovvero definitivo, parziale o totale, del diritto di effettuare trasporti sul territorio dello Stato ove la violazione è stata commessa.

2. Le Autorità competenti ad applicare la sanzione sono tenute a comunicare alle Autorità richiedenti se e quali sanzioni siano state applicate.

Articolo 19

1. Le Parti Contraenti si notificheranno per via diplomatica quali siano le Autorità competenti a regolare le questioni relative all'applicazione del presente Accordo.

2. Le Autorità di cui al paragrafo 1 del presente articolo designano i rappresentanti che si riuniranno in Commissione Lista, alternativamente sul territorio di ciascuno dei due Stati, al fine di:

- a) concordare i contingenti delle autorizzazioni di cui all'articolo 5;
- b) stabilire di comune accordo il formulario delle concessioni e delle autorizzazioni ed esaminare le modalità e i termini del loro rilascio;
- c) esaminare i problemi fiscali di cui all'articolo 15, paragrafo 2;
- d) risolvere le difficoltà che potranno eventualmen-

3. La Commissione Mista potrà inoltre proporre alle Autorità competenti i provvedimenti atti a facilitare e favorire lo sviluppo dei trasporti su strada tra i due Stati.

4. Le proposte della Commissione Mista sono soggette all'approvazione delle Autorità competenti delle due Parti Contraenti di cui al paragrafo 1.

Articolo 20

I veicoli utilizzati per i trasporti previsti dal presente Accordo devono, al momento dell'ingresso nel territorio di ciascuna Parte Contraente, essere coperti da una assicurazione di responsabilità civile per danni arrecati a terzi sul territorio dell'Altra Parte Contraente.

Articolo 21

1. Le fatturazioni ed i trasferimenti valutari dei pagamenti previsti per i trasporti effettuati in base al presente Accordo devono essere effettuati in una valuta convertibile nei due Stati e liberamente trasferibile.

2. Qualor dovessero essere concluso un accordo di pagamento tra le due Parti Contraenti, i pagamenti di cui al paragrafo 1. saranno effettuati secondo le disposizioni di tale accordo di

pagamento.

Articolo 22

Tutte le controversie relative alla interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, non risolte dalla Commissione Mista, saranno risolte per via diplomatica.

Articolo 23

Nessuna disposizione del presente accordo pregiudica l'esecuzione di impegni alle Parti derivanti o che potrebbero derivare dall'appartenenza ad organismi di integrazione economica.

Articolo 24

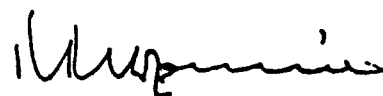
1. Il presente Accordo entrerà in vigore 30 giorni dopo che le Parti Contraenti si saranno notificate per via diplomatica l'espletamento delle procedure previste a tal fine dalle rispettive legislazioni.

2. Il presente Accordo avrà la validità di un anno. Sarà successivamente prorogato di anno in anno per tacita riconduzione, salvo denuncia di una delle Parti Contraenti da notificarsi al più tardi tre mesi prima della scadenza del periodo in corso.
Fatto a Nicosia il 2/5/1981 in due originali, in lingua italiana e in lingua francese, il testo francese facente fede in caso di controversia.

PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA ITALIANA.



PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA DI CIPRO



TESTO DELLE NOTE

A

487

NOTE VERBALEB-1/acc.
autotrasp.

The Italian Embassy presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cyprus and -with reference to the bilateral "Agreement on International Road Transport" signed in Nicosia on May 2nd, 1981 - has the honour to inform that, according to the Italian Sigels understanding, the obligations under article 12 of the Agreement should be interpreted as follows: "The customs exemptions provided for in article 12 of the Agreement, to be applied subject to article 23, cannot in any case exceed the exemptions stipulated by the Italian Legislation in accordance with its obligations undertaken with the European Economic Community".

If such an interpretation is acceptable to the Cyprus Government, the Embassy has the honour to propose that the present Note Verbale together with the Ministry's reply to that effect will constitute the understanding that exists between the two Governments on the interpretation of article 12 of the above Agreement.

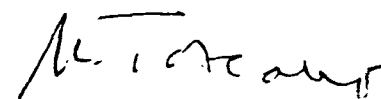
The Italian Embassy avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs the assurances of its highest consideration.

Nicosia 28.3.1986

UGO TOSCANO

AMBASCIATA D'ITALIA
NICOSIATHE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
REPUBLIC OF CYPRUS
NICOSIAVISTO: all' Ambasciata d' Italia
in Nicosia per copia fotostatica
conforme all'originale
Nicosia, B 11.3.1986

L' AMBASCIATORE



REPUBLIC



OF CYPRUS

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

No. 1242/68/1

ARRIVO	Nº D'ORD 678
	DATA 4 MAR 1986
	POS B. 1/accordo <i>arrivato</i>

NOTE VERBALE

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cyprus presents its compliments to the Italian Embassy and has the honour to acknowledge receipt of the Embassy's Note No. 487 dated 28 March 1986, which reads as follows:

" The Italian Embassy presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cyprus and -with reference to the bilateral "Agreement on International Road Transport" signed in Nicosia on May 2nd, 1981 - has the honour to inform that, according to the Italian Side's understanding, the obligations under article 12 of the Agreement should be interpreted as follows: "The customs exemptions provided for in article 12 of the Agreement, to be applied subject to article 23, cannot in any case exceed the exemptions stipulated by the Italian Legislation in accordance with its obligations undertaken with the European Economic Community".

If such an interpretation is acceptable to the Cyprus Government, the Embassy has the honour to propose that the present Note Verbale together with the Ministry's reply to that effect will constitute the understanding that exists between the two Governments on the interpretation of article 12 of the above Agreement.

To the Italian Embassy
Nicosia

REPUBLIC



OF CYPRUS

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

No.

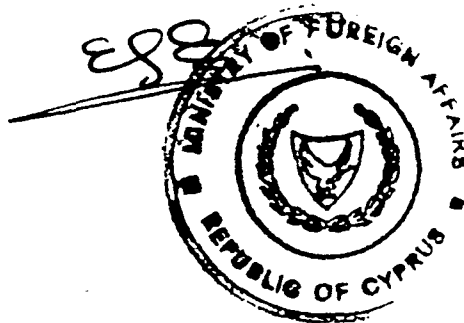
- 2 -

The Italian Embassy avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs the assurances of its highest consideration. "

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Italian Embassy that the Cyprus Government is in agreement with the contents of the Embassy's Note. Accordingly, the above-mentioned Note together with this Note, will constitute the understanding between the Governments of Cyprus and Italy on the interpretation of article 12 of the Agreement on International Road Transport, done at Nicosia on 2 May 1981.

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cyprus avails itself of this opportunity to renew to the Italian Embassy the assurances of its highest consideration.

Nicosia, 10 April 1986



TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA VERBALE

L'Ambasciata italiana presenta i suoi complimenti al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica di Cipro e relativamente all' "Accordo sui trasporti internazionali su strada", firmato a Nicosia il 2 maggio 1981 fra i due Paesi, ha l'onore di informare che conformemente all'intesa della Parte italiana, gli obblighi di cui all'art. 12 dell'Accordo devono essere interpretati nella seguente maniera: "Le esenzioni doganali previste all'art. 12 dell'Accordo da applicarsi ai sensi dell'art. 23 non possono in nessun caso essere superiori alle esenzioni stabilite dalla legislazione italiana in conformità agli obblighi assunti nei confronti della Comunità Economica Europea".

Se tale interpretazione è accettabile per il Governo di Cipro, l'Ambasciata ha l'onore di proporre che la presente Nota Verbale unitamente alla risposta del Ministero in quel senso rappresenti l'intesa esistente tra i due Governi relativamente all'interpretazione dell'art. 12 del suddetto Accordo.

L'Ambasciata italiana si avvale di questa occasione per rinnovare al Ministero degli Affari Esteri l'assicurazione della sua più alta considerazione.

Nicosia, 28.3.86

Il Ministero degli Affari Esteri
Repubblica di Cipro
NICOSIA

2.

REPUBBLICA DI CIPRO
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

No. 1242/68/1

NOTA VERBALE

Il Ministero degli Affari Esteri della Repubblica di Cipro presenta i suoi complimenti all'Ambasciata italiana e ha l'onore di accusare ricevuta della seguente Nota dell'Ambasciata n. 487 del 28/3/86:

"L'Ambasciata italiana presenta i suoi complimenti al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica di Cipro e relativamente all' "Accordo sui trasporti internazionali su strada", firmato a Niccsia il 2 maggio 1981 fra i due Paesi, ha l'onore di informare che conformemente all'intesa della Parte italiana, gli obblighi di cui all'art. 12 dell'Accordo devono essere interpretati nella seguente maniera: "Le esenzioni doganali previste all'art. 12 dell'Accordo da applicarsi ai sensi dell'art. 23 non possono in nessun caso essere superiori alle esenzioni stabilite dalla legislazione italiana in conformità agli obblighi assunti nei confronti della Comunità Economica Europea".

Se tale interpretazione è accettabile per il Governo di Cipro, l'Ambasciata ha l'onore di proporre che la presente Nota Verbale unitamente alla risposta del Ministero in quel senso rappresenti l'intesa esistente tra i due Governi relativamente all'interpretazione dell'art. 12 del suddetto Accordo.

3.

L'Ambasciata italiana si avvale di questa occasione per rinnovare al Ministero degli Affari Esteri l'assicurazione della sua più alta considerazione."

Il Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di informare l'Ambasciata italiana che il Governo di Cipro è d'accordo con il contenuto della Nota dell'Ambasciata. Di conseguenza la Nota summenzionata unitamente alla presente Nota, rappresenterà l'intesa tra i Governi di Cipro e d'Italia relativamente all'interpretazione dell'art. 12 dell'Accordo sui trasporti internazionali su strada, concluso a Nicosia il 2 maggio 1981.

Il Ministero degli Affari Esteri della Repubblica di Cipro si avvale di questa occasione per rinnovare all'Ambasciata italiana l'assicurazione della sua più alta considerazione.

Nicosia, 10 aprile 1986